

ACTION

N° 12 ● MARDI 18 JUIN ● PRIX MINIMUM : 0,50 F ● Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.



IMPUISSANT
contre
l'université
populaire
ouvriers !
étudiants !

LUTTES OUVRIÈRES, LUTTES ÉTUDIANTES

Ce qui est d'ores et déjà acquis au stade de maturation où est parvenu notre mouvement c'est la conjonction des luttes ouvrières et des luttes étudiantes. Jusqu'en mai, cette conjonction était du domaine des vœux pieux ; elle ne s'était manifestée dans aucune lutte, même lors de la guerre d'Algérie. Les contacts entre ouvriers et étudiants se limitaient à des éléments marginaux de l'un comme de l'autre milieu. L'ouvrier était accueilli en milieu universitaire auréolé de tous les prestiges ; c'est-à-dire comme un symbole et non comme une réalité de classe à comprendre et à connaître pour le combat commun. Réciproquement, à cause d'un préjugé enraciné de longue date par les appareils politiques et syndicaux, l'étudiant, l'intellectuel étaient considérés comme nécessairement déconnants. La lutte actuelle a, non sans des difficultés qu'il est inutile de rappeler ici, réuni les conditions qui ont permis que la classe ouvrière et le milieu étudiant prennent conscience l'un de l'autre. Le meilleur indice de ce phénomène c'est le changement de ton auquel a été contraint un journal comme « L'Humanité » : ses attaques incessantes contre l'avant-garde étudiante et universitaire n'ont jamais diminué, mais pour la combattre on est passé de la dénonciation « des groupuscules » à celle du « dévoyage du grand mouvement étudiant par certains leaders irresponsables ».

Ce faisant, la direction et les journalistes du P.C.F. se sont mis dans l'incapacité de pouvoir comprendre la dynamique du mouvement. Or, précisément, c'est cette dynamique qui a fait que, massivement, les étudiants ont soutenu les luttes ouvrières, financièrement, physiquement, politiquement. L'effet dynamique résidant non seulement dans la suite des erreurs gouvernementales mais surtout dans les objectifs et les initiatives pris dans les différents secteurs sociaux du mouvement. En milieu étudiant, a été clairement réaffirmée, par les éléments les plus avancés, la volonté d'une université ouverte aux travailleurs, non pour les transformer en cadres moyens et petits bourgeois, mais en producteurs capables de contester le système. En milieu ouvrier, le déclenchement comme la continuation du mouvement de grève ont été le fait de secteurs qui de longue date militaient pour un syndicalisme révolutionnaire (Sud-Aviation) ou qui, dans la lutte, ont acquis une nouvelle capacité d'initiative (Flins). La coordination entre ouvriers et étudiants, surtout faite au niveau des comités d'action, s'est renforcée tout au long du mouvement de grève, au grand dépit du gouvernement et des appareils politiques qui, faute d'avoir pu endiguer ou récupérer le mouvement, se sont rabattus pour calmer leur inquiétude sur une conception naïve : les étudiants ont joué le rôle de détonateur. Durant depuis six semaines, c'est une détonation qui fait long feu.

La réalité c'est que l'ouverture de la Sorbonne aux travailleurs a été un ballon d'oxygène pour le mouvement dans l'Université tandis que, réciproquement, l'activité des Comités d'action a largement soutenu les grévistes.

La situation actuelle exige que cette solidarité entre étudiants et travailleurs se développe. Les perspectives de notre combat font de ce développement une nécessité.

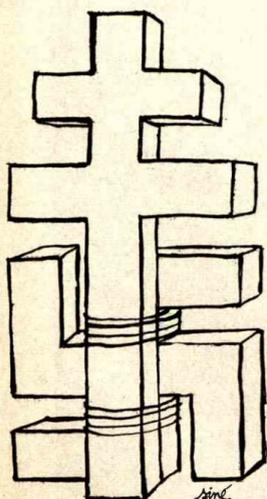
En premier lieu, il reste le problème des grèves. A moins de six jours du premier tour des élections, les grèves sont loin d'avoir cessé, contrairement aux vœux de ceux qui voudraient faire abandonner les revendications au profit du bulletin de vote. Citroën, Berliet, Peugeot, Sidelor, la SNECMA, Thomson-Houston, Alsthom - Tarbes, Ducellier, ainsi que beaucoup de petites et moyennes entreprises sont encore en grève. Autour de ces noyaux de la lutte ouvrière la solidarité peut se manifester sous toutes ses formes, pour le ravitaillement, pour l'aide financière, pour le soutien politique. C'est aux Comités d'Action de faire connaître à la population des secteurs où se déploie leur activité, la vérité sur les grèves qui se poursuivent. Le soutien de ceux qui ont repris ne doit pas faire défaut à ceux qui, contre les patrons de combat, restent en grève.

Il serait faux de croire que le travail a cessé là où le travail a repris. Les contacts qui ont été pris au cours des semaines de lutte doivent être maintenus. Dans les entreprises qui ont repris, on fait les comptes et on commence de réfléchir sur ce qui s'est passé. Comme l'indique « Le Monde » : « On note, çà et là, une certaine persistance du mécontentement dans des firmes qui ont repris leur activité. »

Chacun sait que la lutte aurait pu déboucher autrement. Chacun sait que les élections ne régleront rien. Les conditions d'une prise de conscience des caractères profonds du mouvement de mai existent.

La démonstration se fera sur le terrain même de la lutte, contre la répression qui frappe déjà dans nombre d'entreprises les militants les plus avancés, à travers le soutien des secteurs qui tiennent encore.

La démonstration se fera aussi dans la réalisation d'objectifs communs aux travailleurs et aux étudiants comme l'Université populaire.



EXPULSIONS : NOUS SOMMES TOUS DES ÉTRANGERS

Plusieurs centaines d'étrangers expulsés. Des milliers de travailleurs immigrés poussés à fuir dans leur pays natal. Pour résoudre le chômage grandissant, pour gagner les voix fascistes et poujadistes, le régime gaulliste organise la xénophobie.

PROCEDURE D'URGENCE

Un étranger arrêté sur les lieux d'une manifestation peut être expulsé sur-le-champ. En principe, il a le droit d'être entendu par une commission d'expulsion composée du président du tribunal civil, le chef du service des étrangers de la Préfecture de Police et d'un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Cette commission est purement consultative, mais elle donne l'occasion au futur expulsé de faire connaître son cas et de prendre contact avec un avocat. Cependant, le décret du 2 novembre 1945, articles 23 à 28, précise qu'en cas d'urgence le ministre de l'Intérieur peut rendre la mesure d'expulsion immédiatement exécutoire. C'est à cette procédure d'urgence que le ministre de l'Intérieur a recouru ces jours derniers. En principe, l'expulsé est reconduit à la frontière de son choix. Encore faut-il que, connaissant mal le français, il puisse exprimer réellement ce choix et ait l'occasion de l'exprimer. Ceci est rendu impossible par la procédure d'urgence.

FRONTIÈRES DE CHOIX

En principe, la police ne doit pas reconduire l'expulsé jusqu'à la frontière de son pays d'origine. Surtout lorsque l'expulsé est poursuivi pour délit politique dans son pays. Mais il est des États qui ne reconnaissent pas les délits politiques ; ainsi au Portugal. Beaucoup de Portugais venus en France pour trouver du travail sont aussi des insoumis qui ont voulu se soustraire à un service militaire de 4 ans (dont 2 en Angola). Ces jours derniers, plusieurs Portugais auraient été reconduits par avion au Portugal ainsi que deux Tunisiens en Tunisie recherchés pour délit d'opposition à Bourguiba. Au reste, le choix d'une frontière n'est pas aussi facile qu'on le croit. Beaucoup de pays refusent d'accueillir eux-mêmes les expulsés, ou bien les expulsent à leur tour vers un autre pays, ou bien encore les emprisonnent.

RESIDENCES

Quand un étranger ne peut être accueilli par aucun pays, il est assigné à résidence. Ainsi, le ministre de l'Intérieur a prononcé deux assignations à résidence dans un arrondissement de Lozère, dont l'un à l'encontre d'un apatride arrêté avec les 22 camarades allemands du S.D.S. Un assigné à résidence est conduit au commissariat de police d'une quelconque ville de province. Là, la police le laisse se débrouiller. Il a à trouver un domicile. Il est tenu de se présenter aux autorités selon une périodicité fixée par la police.

A côté des expulsions officielles, il faut parler des mouvements de population délibérément provoqués par le pouvoir, les difficultés dues à la grève, les licenciements de plus en plus nombreux mettent les étrangers dans une situation difficile. La xénophobie petite-bourgeoise et la campagne d'intoxication menée par la police et les C.D.R. font le reste. Il se trouve aussitôt des compagnies de transports prêtes à gagner beaucoup d'argent en proposant leurs cars aux foules inquiètes des bidonvilles. Depuis le début de la grève plusieurs cars par jour ont ramené des milliers d'Italiens, d'Espagnols et de Portugais dans leurs pays respectifs. C'est ça la France. Quelques chômeurs français vont trouver du travail à faire les métiers qui, avant, étaient laissés dédaigneusement aux manœuvres étrangers. Cela ne résorbera pas tout le chômage. Les prisons des pays fascistes vont se remplir.

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE AURA LIEU

L'Université populaire aura lieu. Le pouvoir et ses flics ne peuvent rien contre le fait irréversible : l'Université bourgeoise est morte pour les étudiants et nombre de ses enseignants. Ce n'est pas un hasard si la police a réinvesti la Sorbonne dimanche. L'affaire des Katangais, montée en épingle, la prise de l'Odéon, la dissolution des groupes politiques d'extrême gauche et la campagne de presse qui a accompagné ces différentes attaques, font partie d'un plan d'ensemble pour isoler le mouvement d'avant-garde et vis-à-vis de la masse des étudiants et vis-à-vis des travailleurs, dont les directions souhaitent le retour au terrain légal.

Le piège de la réforme universitaire

Mais si la reprise de la Sorbonne par les forces de l'ordre s'est faite hier, c'est que nous sommes à une semaine des élections et que d'autre part, contrairement à l'attente de certains, les étudiants et de nombreux enseignants ne sont pas tombés dans le piège de la réforme universitaire. Ortolli, le nouveau ministre de l'Éducation Nationale, clame depuis une semaine qu'il faut reconstruire l'université. Pour le pouvoir cela veut dire en clair l'intégration des étudiants à une université renouée pour la plus grande gloire du capitalisme moderne.

Or la lutte que nous avons menée depuis six semaines a montré les possibilités réelles de l'utilisation de l'université au service des travailleurs, elle a laissé voir avec évidence qu'il était possible de créer à l'université un front permanent de critique de la société capitaliste.

Face à l'entreprise d'enveloppement du pouvoir qui manie tour à tour le bâton de la répression et la carotte de la réforme, nous ne sommes pas tombés dans le piège. Étudiants, enseignants, travailleurs ont commencé à mettre sur pied l'organisation d'une université populaire devant fonctionner cet été.

Cela, le pouvoir ne pouvait le tolérer. Et il savait en outre qu'il pouvait compter avec la détermination du Parti communiste et de la direction de la C.G.T. pour freiner la résistance des travailleurs pour briser les liens qui se sont noués entre les étudiants et les travailleurs, pour renfermer à nouveau le milieu universitaire et la classe ouvrière chacun dans leurs ghettos.

Deux forces à réunir

Nous refusons ce retour à la légalité bourgeoise. Nous savons qu'à défaut d'une victoire essentielle, un fait capital a été acquis et peut être consolidé : la liaison politique entre les étudiants et les travailleurs. Cette liaison ne se réduit pas à un soutien — matériel et politique — des étudiants à la classe ouvrière en lutte. Elle est aussi la rencontre de deux forces qui sont séparées par le système capitaliste : le travail manuel et le travail intellectuel.

La crise révolutionnaire que nous vivons a fait de la Sorbonne l'un des principaux bastions de la lutte contre le pouvoir. Elle est devenue en un mois un lieu de rencontre et de travail non plus « universitaire » mais populaire, travailleurs et étudiants ont occupé ensemble ce qui est tenu pour le symbole de l'Université et ensemble ils l'ont transformé en symbole de la lutte contre le capitalisme.

Le début de ce travail unitaire ne doit pas être perdu, l'alliance pratique, dans la lutte entre le capital critique des intellectuels et la puissance matérielle de la conscience de classe du prolétariat, créé une

force nouvelle que nous avons entre nos mains.

Ce travail nous l'avons déjà commencé à travers la grève générale du mois de mai. Les comités de liaison étudiants-ouvriers, les comités de jeunes chômeurs, les discussions entre étudiants, enseignants et ouvriers comme à Hispano-Suiza, c'est déjà, concrètement, l'ébauche de cette université populaire.

La faiblesse du pouvoir

Avec la poursuite de la lutte dans des conditions plus difficiles, nous devons poursuivre ce travail, ne pas perdre les contacts que nous avons noués, ne pas laisser la Sorbonne et les autres facultés retourner sous le contrôle du Pouvoir et des professeurs réactionnaires. Les forces de l'ordre peuvent reprendre la Sorbonne deux fois, trois fois, rien ne changera fondamentalement la situation : le Pouvoir a la force de la répression, c'est tout ce qu'il a. Et, à moins de boucler les facultés en permanence, il ne peut lutter contre la réalité politique, à savoir que la Sorbonne ne lui appartient plus. Le seul obstacle réel que nous ayons à surmonter est notre capacité à organiser cette université populaire.

Ce que peut être l'Université populaire

Un très large débat doit s'amorcer dans les jours qui viennent. Cependant, nous pouvons déjà énoncer un certain nombre de propositions sur l'université d'été :

Un centre politique

1) Dans les semaines et les mois qui viennent, les facultés et en particulier la Sorbonne, doivent rester des bastions politiques du Mouvement en général, c'est-à-dire des instruments au service des étudiants et des travailleurs. Il n'est pas question pour nous de suivre M. Pompidou ou les professeurs qui entendent dès à présent écrémer la Sorbonne de tous ceux qui en sont exclus par le système d'éducation capitaliste. L'université au service des travailleurs, c'est l'université ouverte à tous.

2) Dans les mois qui suivent, les facultés peuvent et doivent être le lieu d'une immense activité de discussions politiques et théoriques entre les étudiants et les travailleurs sur l'ensemble des problèmes qui sont ceux de notre combat : la lutte des classes aujourd'hui en France et dans la monde, les exigences de l'entreprise révolutionnaire, le syndicalisme et la question du pouvoir, le socialisme dans les pays industriels « avancés », la culture et le système capitaliste, la répression aujourd'hui, tels sont les thèmes que nous pouvons organiser à travers des séminaires, des comités, des états généraux, en liaison avec des commissions ouvrières d'entreprises ou de syndicats.

Critique de l'éducation

3) La critique du système d'éducation, la critique du contenu, des méthodes et des finalités de l'université, telle est la 3^e fonction que peut avoir l'université populaire. Mais à ce sujet une remarque s'impose : s'il est légitime que les étudiants travaillent sur leurs propres problèmes au niveau des facultés, au niveau des disciplines, le débat ne peut en aucun cas se réduire à cela. Étudiants et travailleurs doivent mener ensemble la critique de l'université et les résultats que celle-ci peut amener doivent avoir une insertion directe dans la lutte générale que nous poursuivons.

4) Enfin, la Sorbonne et les facultés parisiennes peuvent

FACE AUX MERCENAIRES DU POUVOIR, NOTRE FORCE ; LA RIPOSTE POLITIQUE

être le lien, cet été, de rassemblements des mouvements étudiants européens qui partout se sont développés en remettant en cause l'université et la vie politique des pays européens. Le caractère international de ces luttes n'a jamais été mis aussi clairement en évidence que cette année et, du même coup, jamais, la nécessité d'une coordination des efforts n'est apparue aussi impérieuse. Enfin, des pays, comme en particulier l'Espagne, peuvent apporter des expériences d'une extrême importance quant à la liaison entre la lutte des étudiants et celle des travailleurs.

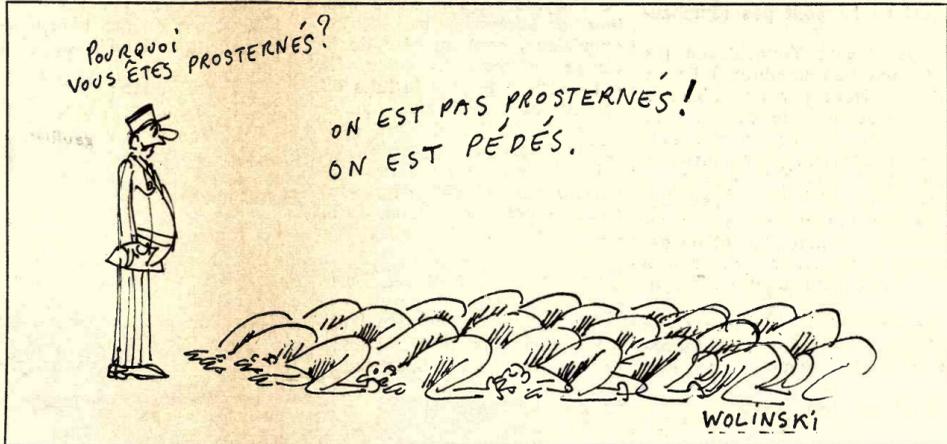
5) L'université populaire ne doit pas être un lien de réflexion isolé de la pratique. C'est dans cette université populaire que nous devons réfléchir aux leçons d'un mouvement dont le rythme a été trop rapide pour que le débat de masse et la réflexion puissent y prendre place. Cet été, l'université populaire, pour ne prendre qu'un exemple, devra permettre aux journalistes des comités d'action de travailler en collaboration avec des sociologues et des économistes sur la concentration de la presse et les manipulations de l'information.

Telles sont les fonctions qui peuvent être proposées d'ores et déjà pour les mois qui viennent. Nous ne laisserons pas la Sorbonne revenir à « sa destination normale » comme le proclamait hier le ministre de l'Intérieur.

Pour rendre la Sorbonne à « sa destination universitaire », des milliers de C.R.S., gardes mobiles, agents de la police parisienne occupent le Quartier Latin depuis dimanche après-midi. Lundi, de Saint-Germain-des-Près à la Halle aux Vins et de la place Saint-Michel à Port-Royal, les forces de police, casqués, boucliers et matraques à la main balaient les trottoirs par groupes de 10 à 30. La moindre apostrophe, le moindre attroupement de la part des étudiants et des passants provoque chez les flics... la provocation. Coups de matraques et quand cela devient plus sérieux, grenades... On charge de-ci, de-là toutes les dix minutes, histoire de s'amuser. En fait aucune ébauche de manifestation n'était constatée, le seul tort des civils était de se livrer à des discussions sur le trottoir et à la contemplation de l'impressionnant déploiement des forces de l'ordre. « Il fallait que cela se fasse » comme le déclarait le Premier ministre, pendant que France-Soir, décidément alléché par les unes spectaculaires, titrait sans sourciller : « Après l'évacuation de la Sorbonne par la police, le gouvernement veut discuter avec les étudiants. »

FAIBLESSE DU POUVOIR

C'est dans ce climat d'intimidation policière, que l'appel du S.N.E.Sup., des Comités d'Action, des C.A.L. et du comité d'occupation de la Sorbonne que quelque 2 000 étudiants et en-



seignants se sont rassemblés à la Halle aux Vins pour participer à un débat sur la réponse à apporter à la reprise de la Sorbonne. Très vite l'axe de la plupart des interventions était trouvé. Nous en donnons ici les principaux points :

— La phase proprement ascendante du mouvement étant terminée, l'offensive du Pouvoir faisant feu de toutes parts, la riposte à la reprise de la Sorbonne ne pouvait en aucune façon ressembler à celle du 3 mai.

— L'attente des provocations de la part d'un pouvoir cette fois armé jusqu'aux dents, n'autorisait pas le lancement immédiat d'une manifestation de rue.

— Cependant la position du pouvoir est beaucoup plus faible que ne le laisse paraître sa force de frappe policière : celle-ci

peut sans doute lui permettre de faire tomber une citadelle comme la Sorbonne. Mais il ne peut en aucun cas opérer dans l'Université, le retour à la normale ; la réalité politique est plus forte que tous les moyens de coercition.

RECONQUETE POLITIQUE

Aussi le mot d'ordre apparaît-il clairement : il ne s'agit pas de reprendre par la force la Sorbonne. Il s'agit, et nous en avons la force, de la réoccuper politiquement dès que le gouvernement se résignera à retirer les forces de police. Dans le cas contraire il sera obligé de maintenir sine die une occupation policière qui montrerait avec éclat sa faiblesse.

Le dernier grand thème du débat achevait de définir le sens

politique de la poursuite des occupations de facultés : l'organisation cet été, à la Sorbonne et dans les autres facultés, d'Universités populaires étudiants-ouvriers. Par là même, la réalité d'un combat commun trouve son prolongement positif et peut-être inaugure une étape décisive, en dépit de la période de reflux que vont connaître les luttes ouvrières. En même temps, les luttes engagées par les étudiants évitent les écueils d'un réformisme universitaire qui serait contrôlé tôt ou tard par le corps académique.

Dans l'immédiat il était décidé de renforcer l'occupation des facultés et en particulier celle de la Faculté des Sciences et de prévoir, dans les jours qui suivent, une initiative massive contre l'occupation de la Sorbonne par les mercenaires du Pouvoir.

ACTION CONTINUE

Contrairement à certaines informations diffusées par la radio, Action n'est pas interdit à la vente publique. Nous rappelons à nos diffuseurs que la vente par colportage occasionnel est autorisée et ne nécessite pas de carte délivrée par la préfecture de police. Toute manœuvre d'intimidation comme celles dont ont été victimes plusieurs de nos diffuseurs hier est illégale.

Une question se pose : d'où vient l'argent ?

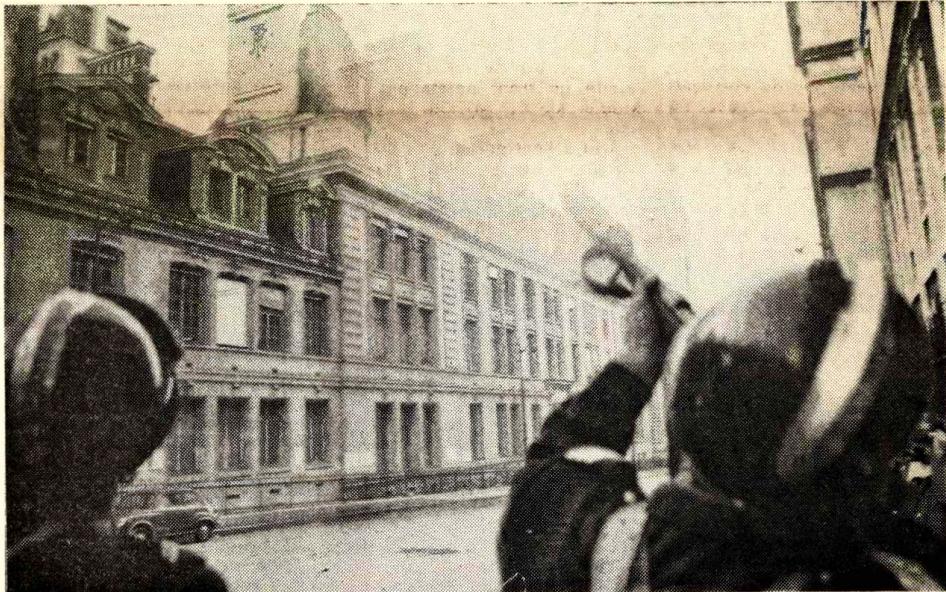
Ce n'est un mystère pour personne : les numéros 1, 2 et 3 se sont bien vendus et, parce que les rédacteurs sont bénévoles, parce qu'il n'y a ni frais généraux, ni frais particuliers, ces ventes ont permis de constituer une petite réserve financière. Cette petite réserve permet de tenter l'expérience (compte rendu d'une rentrée minimum sur les numéros quotidiens) d'« Action » quotidien (approximativement encore) pour 3, 4, 5 numéros.

Si vous voulez que cette tentative devienne réalité durable, parce qu'« Action » aide à la lutte, décidez la diffusion régulière, quotidienne dans vos comités d'action, organisez la vente dans votre quartier, dans votre entreprise, faites les paiements réguliers, quotidiens, correspondant à vos prises.

CONTACT, ORGANISATION, PRATIQUE : permanence « ACTION », Cours de la Sorbonne.

ATTENTION !

PERMANENCE
DIFFUSION
ACTION
transférée
à la Halle aux Vins



Il est facile de tirer sur la Sorbonne. Il est impossible d'arrêter la marche vers une Université populaire, ouvriers-étudiants



MARSEILLE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Lundi matin, les dockers du port de Marseille ont voté à l'unanimité la continuation de la grève. En réponse à leurs revendications, la direction du port propose : une augmentation de 4,70 F par jour. Cela est dérisoire, compte tenu de la dureté de leur travail : les dockers restent souvent 9 heures dans les cales pour décharger.

Les délégués C.G.T. et C.F.D.T. demandent :

- La réduction du temps de travail (6 h 40 par jour) ;
- La retraite à 60 ans ;
- L'abrogation des ordonnances ;
- L'humanisation des conditions de travail, etc. (Les dockers ne sont pas considérés comme des travailleurs de force.)

Mais, le point le plus important de ces revendications est la suppression des Aconiers, véritables marchands de main-d'œuvre. D'eux seuls dépend le travail du lendemain. Ils n'hésitent même pas à se faire « glisser la pièce » par les chômeurs pour leur garantir l'embauche. Ce sont les principaux adversaires des dockers.

Depuis 30 jours, les oranges pourrissent dans les bateaux à quai. Il est question de les envoyer à Gênes ou Rotterdam pour qu'ils soient déchargés.

Les dockers de Gênes ont envoyé un télégramme à la C.G.T. : Ils ne casseront pas la grève. Pas plus que ceux de Rotterdam qui ont déjà refusé de décharger tout bateau en provenance de Marseille.

On ne peut que saluer la détermination des dockers marseillais, et la solidarité qui s'exprime à leur égard.

Il faut aussi signaler que des dialogues réguliers s'instaurent entre picket de grève et étudiants. Ces derniers sont extrêmement bien accueillis. Les dockers ont promis de venir discuter avec eux dans la Fac de Sciences occupée.

CSF : REPRISE AMÈRE

La CSF de Levallois a décidé de reprendre le travail par 1 037 voix contre 655 voix. Cela n'a rien d'étonnant : C.G.T. et C.F.D.T. jugeaient les propositions de la direction valables et cautionnaient le vote à bulletin secret.

Ce qui est plus intéressant c'est que la première question de la consultation était la suivante :

« Les propositions qui vous sont soumises sont-elles satisfaisantes ? Non satisfaisantes ? »

535 voix (travailleurs, et direction qui votait) ont répondu : satisfaisantes ; 1 120 travailleurs ont répondu : non satisfaisantes.

C'est un sérieux avertissement au patronat qui pleurniche sur l'« étendue des avantages accordés ».

Mais c'en est un sérieux également

pour les syndicats qui cherchent à convaincre les travailleurs, contre toute évidence, que la reprise est victorieuse malgré quelques points non satisfaisants.

La C.G.T. ne peut avouer que les résultats sont minces et risquent d'être rapidement mis en cause alors que conduisant la lutte et ayant l'appui de dix millions de grévistes, elle n'a finalement obtenu qu'une chose sûre : les élections.

LA CGT TREMBLE SUR SA BASE

Nous avons revu des camarades émigrés de chez Renault après que la décision de reprendre eût été votée par 78 % contre 22 % des ouvriers.

Leur déception était grande d'avoir à reprendre le travail avec des résultats aussi minces et dans les conditions du vote cautionné par les syndicats.

Pour eux, ce n'était pas une poignée d'irréductibles qui avait voté non, qui avait sifflé au meeting du matin l'invite de la C.G.T. à répondre favorablement à la reprise et qui avait réclamé sur la place Jules-Guesde, à 16 heures, la démission d'Albert, le secrétaire du Syndicat C.G.T. Renault. C'était l'avant-garde consciente qui aurait pu entraîner la masse si la C.G.T. n'avait décidé d'abandonner le soutien à mains levées, le seul démocratique.

Ce n'était pas des « étudiants irresponsables » qui accusaient :

— Pourquoi la C.G.T. s'est-elle refusée à soumettre la plate-forme revendicative des travailleurs émigrés à tous

les syndicats pour qu'elle soit défendue par tous ?

— Nous avons obtenu satisfaction sur les libertés syndicales, c'est bien. Mais, de nos revendications particulières à nous, travailleurs émigrés, rien n'a été obtenu, ni la suppression des contrats provisoires, ni sur le F.A.S.

— Et la solidarité avec Citroën ! Kraski, lorsqu'il est venu, nous a dit : « Pour la solidarité, la meilleure des choses, c'est de reprendre le travail ». C'est misérable !

Bien sûr, nous donnerons une journée de travail ou plus pour les gars de Citroën mais, ce n'est pas cela la solidarité.

Que vont-ils obtenir, maintenant qu'ils vont être isolés dans la grève ?

— Moi, si tout le monde avait repris en même temps le travail, bien que nous n'ayons pas eu satisfaction, j'aurais été d'accord pour reprendre mais alors que Citroën continue, ce n'est pas possible !

— Si nous avions voté à bulletins secrets, et tout le monde avait déjà repris le travail à ce moment, si les syndicats ont accepté cela, c'est qu'ils voulaient arrêter le mouvement.

— D'ailleurs, depuis le début, ils ont freiné le mouvement et il n'est pas étonnant qu'un certain nombre de syndiqués C.G.T. aient déchiré leur carte au meeting de ce matin.

— Nous avons souffert de l'absence de parti révolutionnaire (le P.C.F. a sombré dans le réformisme) et il serait urgent de faire un front uni de toutes les organisations révolutionnaires, celles qui ont été dissoutes et les autres et que se constitue l'alliance des étudiants et des ouvriers.

Liste des revendications satisfaites à la Régie sur lesquelles les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont appelé les travailleurs à voter favorablement pour la reprise du travail lors du scrutin à bulletins secrets du lundi 16 juin 1968

Demandé	Obtenu
— Salaire mini : 1 000 francs.	Pas de salaire minimum.
— Augmentation : taux mini, 4,75 horaire.	4 % en juin, 3 % en octobre. De 4,45 (coefficient 100 à 150) à 4,90 (coefficient au-dessus de 150).
— Retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes.	Pas de réduction sur l'âge. Retraite complémentaire : 110 F, O.S. 110 F, P.1 120 F, P.2 130 F, P.3
— Mensualisation de tout le personnel.	Une mesure n'engageant pas l'avenir : mensualisation des travailleurs au-dessus de 55 ans.
— Paiement intégral des jours de grève.	50 % jusqu'au 14 juin. En principe, pas de récupération.
— Libertés syndicales.	Revendications satisfaites.
— Suppression des contrats provisoires.	Obtenus pour 3 000 travailleurs en contrat provisoire. Pas d'accord sur le principe.
— Pas de sanctions pour faits de grève.	Revendication satisfaite.
— Réduction du temps de travail.	Les réductions ne vont pas au-delà des accords de Grenelle.

RENAULT : LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS

Nous avons déjà souligné la part prise par les travailleurs émigrés dans le grand mouvement de lutte ouvrière. Cependant la barrière que constitue les langues différentes et aussi le fait que la répression les frappe durement et les oblige à des mesures de sécurité supplémentaires ont empêché qu'ils puissent s'exprimer au même titre que leurs camarades français.

Nous avons donné la parole à l'un d'entre eux : travailleur émigré de la Régie Renault, militant C.G.T. et qui a été souvent le porte-parole de ses camarades par suite de sa bonne connaissance de la langue française. A sa demande nous ne fournirons pas davantage de précision sur lui.

Quelle a été la part prise par les travailleurs émigrés dans la lutte ?

A la Régie, le mouvement de grève a été amorcé par les secteurs où les ouvriers professionnels français sont la majorité. Le mouvement a été suivi ensuite par l'ensemble des travailleurs et on peut dire que les travailleurs émigrés y ont pris une part massive, participant activement aux piquets de grève.

A Boulogne il y a environ 7 à 8 000 travailleurs émigrés se répartissant à 50 % en ouvriers spécialisés (O.S.) et à 50 % en manoeuvres.

Voilà la participation des émigrés à l'édification des richesses de la Régie et voilà le poids que nous avons apporté à la lutte de la classe ouvrière française parce que notre entrée dans le combat a été massive, totale.

Quelles sont les caractéristiques des différentes émigrations ?

Les travailleurs algériens, marocains, espagnols, portugais, sont venus en France à cause des conditions de vie extrêmement difficiles dans leur pays et parmi eux se trouvent les éléments les plus conscients de la classe ouvrière de leur pays d'origine qui ont du s'expatrier pour des raisons politiques : Espagnols chassés par Franco et cela depuis la guerre d'Espagne, Algériens qui ont lutté pour l'indépendance pendant la guerre d'Algérie, et qui n'ont pu regagner leur pays, Portugais qui depuis 42 ans sont obligés de fuir la dictature et que sont venus renforcer depuis 1961 les jeunes Portugais qui refusent de participer à la guerre coloniale menée par Salazar en Angola, en Guinée portugaise et au Mozambique.

Pour les Portugais, par exemple, on peut estimer que 95 % sont des émigrés économiques et 5 % des exilés politiques et des jeunes refusant d'effectuer leur service militaire.

Pour les Noirs le cas est un peu différent ce sont des émigrés économiques provenant des anciennes colonies françaises, Sénégal surtout. Il s'exerce à leur égard une discrimination particulière, par exem-

ple, à Flins ils ont un contrat de travail de sept mois après lequel ils ne sont pas réembauchés.

Quant aux Yougoslaves (ils ne sont pas nombreux) ils se caractérisent par une absence de conscience de classe. Leur seul but est d'accumuler l'argent nécessaire pour construire une petite maison quand ils rentreront chez eux. Les bureaux d'embauche les apprécient particulièrement et on essaye de se servir d'eux contre les travailleurs, contre les syndicats.

Leur alibi est de dire qu'ils viennent chercher une formation professionnelle que leur

pays ne peut leur donner et dont il a besoin.

Je leur réponds :

« Tu parles d'une formation professionnelle que de travailler toute la journée sur une chaîne de montage ! »

Mais je le répète, ils ne sont pas nombreux et les travailleurs émigrés dans leur ensemble, malgré les manoeuvres et les pressions, malgré le chantage de Dreyfus dans la lettre qu'il leur a adressée, malgré les expulsions, sont au côté de la classe ouvrière française. Ils ont appris à travers la lutte où étaient leurs véritables exploités et où étaient leurs véritables défenseurs.

En dehors de leurs revendications particulières, ils savent qu'ils seront bénéficiaires de la lutte générale.

Quelles sont ces revendications particulières ?

En plus des revendications générales qui nous intéressent,

(F.A.S.) alimenté par des retenues sur les allocations familiales versées aux familles.

Ces retenues sont très importantes :

Par exemple une famille de deux enfants va toucher des allocations familiales de :

160 F en France ;
60 F en Italie ;
55 F en Espagne ;
50 F en Algérie ;
35 F au Portugal.

L'écart est encore plus marqué pour une famille de cinq enfants.

550 F en France ;
100 F au Portugal, etc.

La différence va en partie au F.A.S. et en partie au gouvernement du pays d'origine du travailleur.

Le F.A.S. destiné théoriquement à financer la construction de logements, les cours d'alphabétisation en langue française et l'accès des émigrés à la formation professionnelle en réalité ne fait rien.

Nous demandons des expli-

empêcher de participer activement au mouvement dirigé par la classe ouvrière française.

C'est pourquoi s'opposer aux expulsions est une action de solidarité concrète envers tous les travailleurs.

Chez Renault, la campagne xénophobe n'a eu aucune prise : tous les travailleurs sont sur un même pied d'égalité et ils reçoivent la même part du fonds de solidarité. Cependant nous sommes bien conscients que les travailleurs français, ayant leur famille à nourrir, éprouvent des difficultés économiques plus grandes que nous. Aussi nous envisageons les cas particuliers (familles nombreuses) de façon que ceux-ci bénéficient d'argent supplémentaire.

Quelle est votre analyse du mouvement qui vient de se produire ?

Tant que la bourgeoisie reste au pouvoir ; il n'est pas ques-

les usines, les moyens de communications, les transports. Et cela a abouti à paralyser pendant vingt jours toute l'économie française.

Et puis on n'a pas été plus loin : la bourgeoisie a proposé de reporter le problème sur le terrain électoral et les partis de gauche (P.C.F., F.G.D.S.) ont accepté ce terrain.

Si l'on n'a pas été plus loin c'est à cause de l'absence de Parti révolutionnaire. Au début de la 2^e semaine de grève il aurait fallu mener une grande campagne d'éclaircissement dans les masses et dire : « en 1936 voilà ce que nous avons fait et voilà ce que nous avons obtenu ; en 1944, voilà ce que nous avons fait et voilà ce que nous avons obtenu ; maintenant pour satisfaire nos revendications il faut renverser le pouvoir ».

Pour la Révolution d'Octobre tout est parti de l'usine Putilov qui dans le temps où elle était assiégée organisait son comité militaire. Les dirigeants qui avaient des perspectives claires ont pu faire se propager le mouvement. Il n'est pas question de copier mécaniquement la Révolution d'Octobre, mais c'est une question de principe.

C'est ton opinion personnelle ?

Oui c'est une opinion personnelle mais nous sommes quelques-uns à voir la situation comme cela. Et puis, je crois, le mouvement a beaucoup appris aux jeunes travailleurs : ils tireront les leçons de l'expérience.

UN COMITÉ INTER-NATIONS POUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

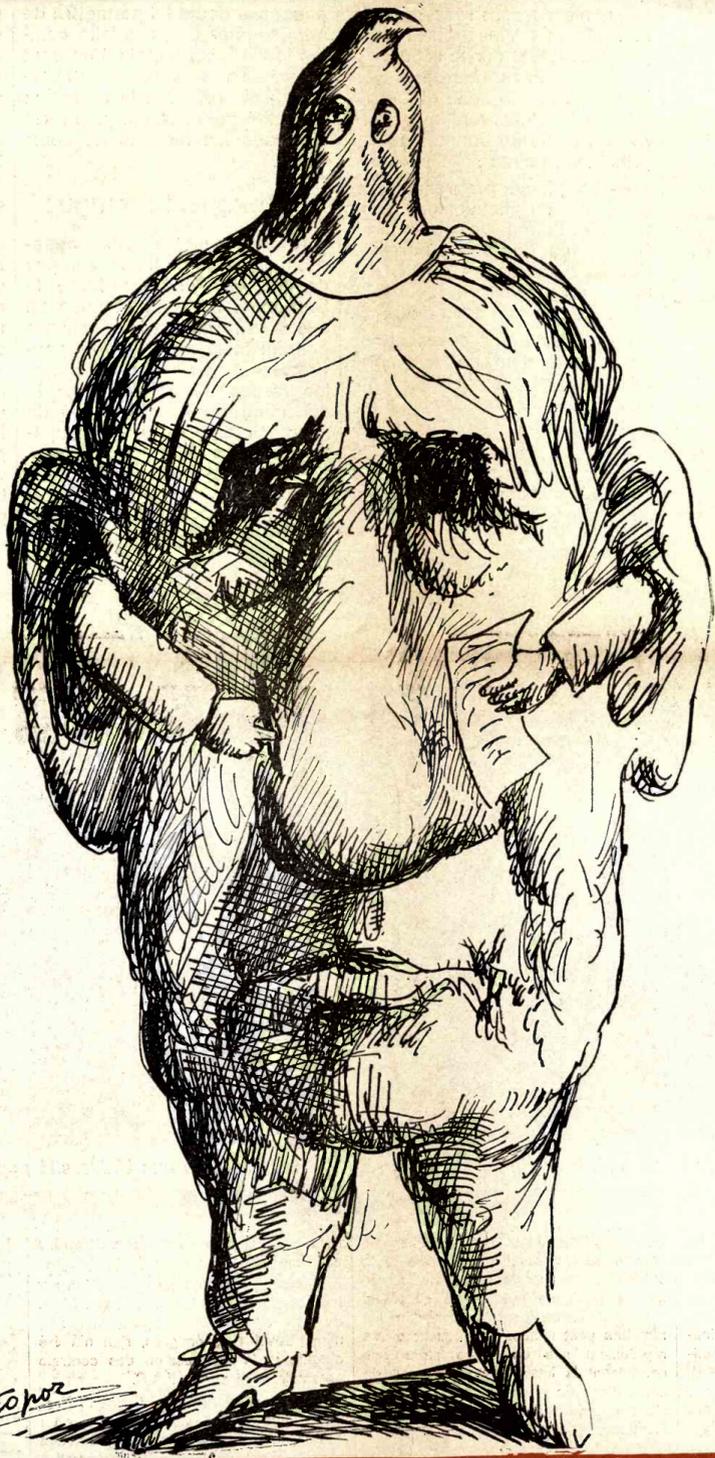
Dimanche après-midi des travailleurs et étudiants étrangers se sont réunis pour constituer un « Comité permanent de la main-d'œuvre étrangère ». Pourquoi cette initiative ? Il existe déjà de nombreuses organisations pour les différents groupes nationaux immigrés. Mais les événements de mai ont produit deux faits nouveaux :

1) A la suite de l'occupation des pavillons du Portugal, d'Espagne, du Maroc, etc., à la Cité Universitaire (cf « Action » n° 9) des Comités étudiants-travailleurs se sont formés dans chaque pavillon. Il faut signaler que cette action politique de protestation contre des régimes rétrogrades est parfois apparue avant même que les troubles éclatent en France : ainsi la manifestation antifranquiste au pavillon espagnol.

2) Le début de la répression contre les étrangers (arrestations, matraquages, expulsions) a fait sentir la nécessité de coordonner les mesures de défense prises isolément. Quand le gouvernement s'appuie sur les pires sentiments xénophobes et racistes pour isoler les travailleurs étrangers de leurs camarades de classe afin de frapper d'abord les uns pour mieux écraser la révolte des autres ensuite, tous les étrangers sont réduits à s'unir malgré les difficultés de langues pour élaborer une riposte commune.

Quelles seront les tâches du Comité ? Assurer la liaison entre les immigrés de tous les pays. Les inviter à militer dans les syndicats français, quelles que soient leurs défauts, puisque tout rassemblement indépendant ferait le jeu de division et de répression du patronat. Dans l'immédiat, renforcer le soutien matériel (argent, contact avec les avocats) et définir les revendications spécifiques des étrangers (abolition du statut spécial, etc.).

On sait que la C.G.T. avait voté à son XXXV^e Congrès, en 1966, une résolution sur les immigrés... malheureusement enterrée depuis dans les tiroirs confédéraux. Le comité compte reprendre cette résolution pour mettre les syndicats face à leurs responsabilités. D'autre part, un « Comité du droit des étrangers » engage en ce moment une campagne auprès de l'opinion publique pour dénouer les mensonges et le silence de la presse ou de la radio et faire connaître la surexploitation dont sont victimes les immigrés.



LES ÉTRANGERS EN FRANCE

Nationalité	1954	1962
Algériens	212 000	335 000
Italiens	507 600	644 700
Espagnols	288 900	430 800
Polonais	269 300	176 600
Belges	106 800	78 000
Américains (U.S.A.)	41 300	68 600
Portugais	20 100	49 700
Allemands	53 800	45 800
Suisses	45 600	33 500
Soviétiques (ex-Russes)	34 500	26 200
TOTAL	1 765 500	2 150 000

Source : I.N.S.E.E. (Recensements de la population et résultats du sondage au 1/20^e).

Des données plus récentes seront fournies par le dépouillement du recensement qui vient d'avoir lieu qui mettra en valeur l'importance de certaines nationalités peu représentées en 1962 (Portugais).

tous les travailleurs émigrés ont des revendications particulières exprimées dans la plateforme revendicative de la C.G.T. concernant les problèmes particuliers de l'émigration.

1° Les travailleurs sont embauchés avec un contrat provisoire de six mois. Ainsi la direction avec une grande masse de main-d'œuvre fluctuante peut jouer contre les ouvriers. Nous demandons que l'embauche soit définitive après quinze jours et que l'on supprime les contrats provisoires ;

2° Sur le plan des libertés syndicales : nous demandons la création d'une Commission des travailleurs émigrés reconnue par la Direction ;

3° Le gouvernement a créé un Fonds d'Actions Sociales

et son contrôle par les syndicats.

Nous demandons aussi :
— l'accès réel à la formation professionnelle des adultes ;
— les cours d'alphabétisation, etc.

Y a-t-il eu des expulsions de travailleurs étrangers travaillant chez Renault ?

Je ne connais pas de cas, mais je sais qu'il y a plusieurs anciens étudiants ne travaillant pas chez Renault qui ont huit jours pour quitter la France.

Le gouvernement à travers ces expulsions et à travers la campagne xénophobe qu'il cherche à développer essaye d'intimider l'ensemble des travailleurs émigrés de façon à les

tion de voir toutes nos revendications satisfaites. Donc la question qui se pose est celle de son renversement. Le mouvement a pris des caractéristiques socialisantes : les ouvriers se sont emparés des instruments de production, de leurs outils de travail. Ils ont contrôlé

LES EFFECTIFS DES TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS A BOULOGNE ET A FLINS

Nationalités	Boulogne	Flins
Espagnols	1 500	175
Africains du Nord	3 500	150
Africains noirs	350	550
Portugais	300	400
Italiens	250	150
Autres	450	100